



Conseil économique et social

Distr.: Limitée
xx mars 2001

Français
Original: Anglais

Commission des stupéfiants

Quarante-quatrième session
Vienne, 20-29 mars 2001

Projet de rapport

Rapporteur: M. Hae-moon Chung (République de Corée)

Organisation de la session et questions administratives

A. Ouverture et durée de la session

1. La Commission des stupéfiants a tenu sa quarante-quatrième session à Vienne, du 20 au 29 mars 2001. Le Président de la Commission a ouvert la quarante-quatrième session. Le Directeur exécutif du PNUCID a pris la parole à la séance d'ouverture.

B. Participation

2. Ont participé à la session les représentants de ... États membres de la Commission (... n'étaient pas représentés). Y ont assisté également les observateurs d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies, les représentants d'organismes du système des Nations Unies et les observateurs d'organisations intergouvernementales, non gouvernementales et autres. La liste des participants figure à l'annexe I du présent rapport.

C. Élection du Bureau

3. Dans sa résolution 1999/30, le Conseil économique et social a arrêté les arrangements suivants pour l'élection du Bureau de la Commission, dans le cadre des dispositions du paragraphe 3 concernant l'amélioration du fonctionnement de la Commission des stupéfiants:

“... à compter de l'an 2000, la Commission devra, à la fin de chaque session, élire son Bureau pour la session suivante et encourager ce dernier à jouer un

rôle actif dans les préparatifs des réunions ordinaires et des réunions intersessions informelles de la Commission, pour permettre à celle-ci de donner au Programme des orientations continues et efficaces.”

À la lumière de cette décision et conformément à l'article 16 du règlement intérieur, la Commission, immédiatement après la clôture de la quarante-troisième session, a tenu la 1^{re} séance de sa quarante-quatrième session, à la seule fin d'élire le nouveau président et les autres membres du Bureau.

5. La Commission a élu le Bureau suivant:

Président: Pavel Vacek (République tchèque)

Vice-Présidents: Camilo Vázquez (Espagne)

Juan Ignacio Siles (Bolivie)

Sameh Hassan Shoukry (Égypte)

Rapporteur: Hae-moon Chung (République de Corée)

6. Un groupe composé des cinq présidents des groupes régionaux, les ambassadeurs du Canada, de la Pologne, de l'Angola, de l'Iraq et du Pérou, a été créé afin d'aider le Président à régler les questions d'organisation. Ce groupe, ainsi que les membres élus du Bureau, a constitué le Bureau élargi prévu dans la résolution 1991/39 du Conseil, en date du 21 juin 1991. Le Bureau s'est réuni le 19 mars 2001 et le Bureau élargi le 26 mars 2001 pour examiner les questions relatives à l'organisation des travaux de la session.

D. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

7. À sa 1195^e séance, le 20 mars 2001, la Commission a adopté par consensus son ordre du jour provisoire (E/CN.7/2001/1/Rev.1), qui avait été finalisé par les réunions intersessions de la Commission, comme l'avait demandé le Conseil dans sa décision 2000/240 du 27 juillet 2000. L'ordre du jour était le suivant:

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Débat thématique: établir des partenariats pour lutter contre le problème mondial de la drogue:
 - a) Démarches à suivre pour constituer des partenariats intra- et intersectoriels, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation, des services de répression et de la justice;
 - b) Stratégies de prévention, d'éducation et d'intervention précoce, et tendances de l'abus des drogues chez les enfants et les jeunes.

A. Questions de fond

Segment normatif

Mandats confiés par l'Assemblée générale

4. Suite donnée à la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale: examen de l'unique rapport biennal du Directeur exécutif sur les progrès accomplis par les gouvernements dans la réalisation des buts et objectifs pour les années 2003 et 2008 énoncés dans la Déclaration politique adoptée par l'Assemblée à sa vingtième session extraordinaire.

Fonctions conventionnelles et normatives

5. Réduction de la demande de drogues:
 - a) Plan d'action pour la mise en œuvre de la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues;
 - b) Situation mondiale en ce qui concerne l'abus de drogues, en particulier parmi les enfants et les jeunes.
6. Trafic et offre illicites de drogues:
 - a) Situation mondiale en ce qui concerne le trafic de drogues et rapports des organes subsidiaires de la Commission;
 - b) Suite donnée à la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale:
 - i) Mesures visant à promouvoir la coopération judiciaire (extradition, entraide judiciaire, livraisons surveillées, lutte contre le trafic par mer, coopération dans le domaine de la répression et formation);
 - ii) Lutte contre le blanchiment d'argent;
 - iii) Plan d'action sur la coopération internationale pour l'élimination des cultures de plantes servant à fabriquer des drogues illicites et les activités de substitution.
7. Application des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues:
 - a) Modifications du champ d'application du contrôle des substances;
 - b) Organe international de contrôle des stupéfiants;
 - c) Coopération internationale en vue d'assurer la disponibilité de stupéfiants et de substances psychotropes pour les besoins médicaux et scientifiques;
 - d) Suite donnée à la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale:
 - i) Mesures visant à prévenir la fabrication, l'importation, l'exportation, le trafic, la distribution illicites et le détournement de précurseurs utilisés dans la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes;
 - ii) Plan d'action contre la fabrication illicite, le trafic et l'abus des stimulants de type amphétamine et de leurs précurseurs;

- e) Autres questions découlant des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues.

Segment opérationnel

- 8. Directives de politique générale pour le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues.
- 9. Renforcement du mécanisme des Nations Unies pour le contrôle des drogues.
- 10. Questions administratives et budgétaires.

B. Questions d'organisation et questions diverses

- 11. Durée des sessions de la Commission des stupéfiants.
 - 12. Ordre du jour provisoire de la quarante-cinquième session de la Commission des stupéfiants.
 - 13. Questions diverses.
 - 14. Adoption du rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa quarante-quatrième session.
 - 15. Ouverture de la quarante-cinquième session de la Commission des stupéfiants.
-